



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/117
S/1998/371
5 mai 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Points 10, 112 et 157 de la
liste préliminaire*
RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR
L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION
DROIT DES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION
MESURES VISANT À ÉLIMINER LE TERRORISME
INTERNATIONAL

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 4 mai 1998, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Durant la nuit du 26 au 27 avril 1998, 22 civils – 7 hommes, 7 femmes et 8 enfants âgés de 3 à 10 ans –, appartenant à deux familles cachemiriennes, ont été massacrées de sang-froid à Seri, village de Bandala (district de Bhimba) dans le Cachemire Azad. Deux autres personnes ont été gravement blessées. Le lieu du crime se trouve à 600 mètres environ de la ligne de contrôle du côté du Jammu-et-Cachemire Azad.

Une enquête approfondie a été menée sur le massacre et a duré une semaine. Après une étude détaillée de tous les éléments de preuve (voir l'annexe ci-jointe), il a été établi avec une quasi-certitude qu'il s'agissait d'un acte de terrorisme commis par les forces armées indiennes ayant franchi la ligne de contrôle.

Cette incursion flagrante de militaires indiens a fait encore monter la tension et renforcé la menace qui pèse sur la paix et la sécurité dans la région. Elle constitue également un nouveau facteur de déstabilisation dans le différend concernant le Jammu-et-Cachemire, qui demeure un point chaud d'importance majeure dans le monde.

J'ai été chargé de vous prier de porter immédiatement à l'attention du Conseil de sécurité cette violation grave de la ligne de contrôle et cet acte de terrorisme odieux commis par l'Inde.

* A/53/50.

Étant donné la gravité de la situation sur la ligne de contrôle, il est important que le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan soit renforcé afin de pouvoir accomplir sa tâche indispensable pour le maintien de la paix dans cette région des plus instables.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 10, 112 et 157 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Ahmad KAMAL

ANNEXE

Informations détaillées concernant le massacre de 22 personnes commis
durant la nuit du 26 au 27 avril 1998 dans le Jammu-et-Cachemire

<u>Lieu de l'attaque</u>	Seri, village de Bandala (district de Bhimber) dans le Jammu-et-Cachemire Azad (à 600 mètres de la ligne de contrôle à l'intérieur du Jammu-et-Cachemire Azad)
<u>Victimes</u>	Vingt-deux morts – 7 hommes, 7 femmes et 8 enfants âgés de 3 à 10 ans – et 2 blessés graves. Toutes les victimes appartenaient à deux familles.
<u>Nature de l'attaque</u>	Les victimes ont été neutralisées avant le massacre, peut-être au moyen de cartouches de gaz. La plupart ont été tuées par balles de 9 mm tirées dans la tête avec des armes munies de silencieux. Des poignards ont été utilisés pour mutiler les corps. Les victimes ont été tuées dans leur lit.
<u>Éléments de preuve</u>	<p>Présence sur les lieux de douilles, d'une montre et de poignards indiens : une montre fabriquée en Inde (Digiana Time), marquant l'heure indienne et pakistanaise, un poignard et un manche de poignard, et plusieurs notes écrites ont été trouvés sur les lieux du crime.</p> <p>Trente-quatre douilles de 9 mm et cinq ou six douilles d'AK-47 ont été trouvées sur les lieux. Les douilles de 9 mm portaient la marque de la fabrique de munitions de Kirat, en Inde.</p> <p>Des témoins oculaires confirment que les assaillants se sont retirés après l'attaque dans le Cachemire occupé par l'Inde en traversant la ligne de contrôle.</p> <p>Peu après l'attaque, des signaux lumineux Verey ont été observés du côté de positions tenues par les Indiens.</p> <p>L'attaque a été exécutée de façon méthodique et avec une précision militaire. Elle a comporté le déploiement de groupes d'action et de protection.</p>
